

ence mmande

femme du candidat imaginer un adultère. « Après ça, on a fait fuiter l'histoire et le fait qu'il ne pouvait plus rentrer chez lui. La campagne s'est retournée », prétend Jorge.

L'émeu Emmanuel n'est pas mort

Lors d'une séance filmée en caméra cachée, les mercenaires acceptent de faire une petite démonstration de leur système Aims afin de prouver l'efficacité de cette armée numérique. Jorge accepte de propager un hashtag suggéré par les journalistes infiltrés : #RIP_Emanuel, du nom d'un émeu devenu star d'internet à l'été 2022. Le but : faire circuler la rumeur que l'animal est mort prématurément pour tester l'efficacité des avatars Aims. Le résultat est sidérant : cette information parfaitement fautive va devenir l'un des sujets tendance en Slovaquie, par exemple, obligeant le propriétaire de l'émeu à démentir l'information à ses 835.000 abonnés. « Je me suis réveillée pour découvrir que quelqu'un avait lancé une rumeur selon laquelle Emmanuel était MORT », écrit-elle. « J'ai littéralement couru jusqu'à la grange pour voir si c'était vrai. Il m'attendait à la porte, bien vivant et prêt pour les câlins. »

Cet exemple a surtout permis à la centaine de journalistes participant à l'enquête « Story Killers » de suivre le hashtag #RIP_Emanuel pour identifier les faux profils de la galaxie Jorge. Un travail de fourmi qui a permis de remonter la piste d'une vingtaine de campagnes de désinformation sur quasiment tous les continents, dont il est complexe d'identifier le commanditaire. De la promotion du nucléaire en Californie au soutien du président sénégalais Macky Sall pour sa réélection en 2019, les avatars Aims s'en sont également pris verbalement à l'agence de sécurité sanitaire britannique, en 2021. L'armée de bots est encore à l'origine d'une campagne de dénigrement du lanceur d'alerte suisse Xavier Justo, ayant participé à révéler le scandale de corruption IMDB en Malaisie. Elle a aussi volé au secours d'un ancien haut fonctionnaire mexicain, Tomas Zeron, sous le coup d'un mandat d'arrêt international (accusé notamment d'enlèvement et de torture). Mais d'après les profils créés par Jorge, il s'agit d'un « innocent » victime d'une

campagne orchestrée par le « président corrompu » du Mexique.

L'outil Aims ne se contente pas de fournir des avatars. Dans sa dernière version présentée aux journalistes infiltrés, il propose aussi de créer du contenu automatisé. A partir de mots-clés donnés, l'intelligence artificielle peut accoucher en quelques secondes d'articles ou des commentaires, dans la langue de son choix, avec un ton « positif », « négatif » ou « neutre ». Par exemple, après avoir rapidement entré les mots *Tchad, président, frère et Deby*, Jorge demande à l'intelligence artificielle, en présence des reporters infiltrés, de produire dix tweets négatifs sur le pouvoir tchadien. Douze secondes plus tard, les messages apparaissent : « Trop, c'est trop, nous devons mettre fin à l'incompétence et au népotisme du président du Tchad, frère Deby », « Le peuple tchadien a suffisamment souffert sous le règne du président Frère Deby... Un associé se félicite : « Un opérateur peut gérer 300 profils, donc en deux heures tout le pays parlera du récit (qu'on) veut. » Rapide, redoutable et terriblement efficace.

Hacker des ministres

Ce n'est pourtant pas là l'arme la plus terrifiante de Jorge. Sous les yeux des journalistes sous couverture, il va prendre le contrôle de messageries privées de hauts responsables africains. Ces mercenaires basés en Israël ont accès à plusieurs messageries Telegram ou boîtes mail de personnalités, dont les comptes Gmail d'un homme d'affaires indonésien et d'un ministre du Mozambique, ainsi que le compte Telegram de deux officiels kényans. Jorge montrera qu'il est capable d'envoyer un message au nom d'un secrétaire d'Etat kényan sans que ce dernier s'en aperçoive. Infiltré dans la messagerie d'une victime, il peut se faire passer pour elle auprès de ses contacts et leur écrire ce qui lui plaît. Forbidden Stories a pu constater, chez l'un des destinataires, que cette supercherie fonctionnait, sans que l'on sache comment la société était parvenue à accéder frauduleusement à ces messageries privées.

Le timing correspondait volontairement aux élections du Tchad. Mais le nom du pays n'a pas été mentionné.

prologue Gauri Lankesh, la journaliste tuée « à l'ère des fake news »

RÉCIT

PHINEAS RUECKERT
(FORBIDDEN STORIES)
AVEC JO. MA.

Le 5 septembre 2017, la journaliste Gauri Lankesh, 55 ans, est arrivée vers midi à son bureau de Bangalore (sud de l'Inde), pressée d'achever l'édition de son hebdomadaire. Dans cet article intitulé « A l'ère des fake news », Gauri explique comment les « usines à mensonges », ces sites web qui propagent rumeurs et semi-vérités, répandent la désinformation en Inde. Elle y décrit en détail le parcours d'une rumeur devenue virale sur la censure d'une divinité hindoue par le parti d'opposition, remontant jusqu'au site très virulent d'un entrepreneur local nommé Mahesh Vikram Hegde, Postcard News. Cette rumeur, expliquait Gauri, a été disséminée par le parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP).

Quelques heures plus tard, alors qu'elle rentrait chez elle, d'une « humeur inhabituellement joyeuse » selon des proches, deux personnes à moto se sont approchées de la journaliste et ont fait feu à quatre reprises : deux des projectiles se sont logés dans l'abdomen, transperçant des organes vitaux. Gauri Lankesh est morte sur le coup, son éditorial n'a jamais été imprimé.

Brandissant des pancartes « Je suis aussi Gauri », des centaines de personnes ont assisté aux funérailles, une enquête judiciaire a été ouverte, concluant à la culpabilité de 17 personnes, toutes associées au culte nationaliste hindou Sanatan Sanstha, à sa branche Hindu Janajaguti Samiti (HJS) et à d'autres groupes religieux marginaux. Un 18^e suspect demeure introuvable. Interrogé par Forbidden Stories, un représentant de l'organisation Sanatan Sanstha a refusé de commenter, rappelant que ce dossier était actuellement en attente de jugement à Bangalore.

Diffamation en ligne

Plus de cinq ans après sa mort, le consortium Forbidden Stories a réuni plus de cent journalistes de trente médias pour poursuivre son travail. Le consortium a eu accès aux dossiers, s'est entretenu avec la police et les avocats locaux, s'est plongé dans un pan de l'enquête encore inexploré : comment une vidéo virale de Lankesh diffusée sur YouTube en 2012 s'est-elle répandue sur les médias sociaux jusqu'à catalyser – à dessein – la haine de ses futurs meurtriers ?

Environ un an avant sa mort, des publications sur Twitter la qualifient de *prostitute*, un mot-valise inventé pour dénigrer les femmes journalistes, de *commie* (communiste), de *navalite* (mouvement indien d'extrême gauche). Dans un article largement partagé, Postcard News – le site mentionné par Gauri dans son dernier édit – la décrit comme « connue pour sa haine de l'hindouisme ». L'article renvoie à la vidéo YouTube – qui a depuis lors été supprimée – d'un discours que Lankesh avait prononcé en 2012 et qui aurait été montrée à au moins cinq des assassins présumés. Si la journaliste a, dans un premier temps, tenté de minimiser l'ampleur de ce harcèlement en ligne, elle a, dans les derniers mois de sa vie, accepté d'installer une caméra de surveillance à la maison. Des amis l'ont également encouragée à embaucher un agent de sécurité, mais elle n'a pas jugé cette protection nécessaire.



Le besoin de Gauri Lankesh de vérifier faits et allégations s'est fait de plus en plus pressant dans les années et les jours qui ont précédé sa mort. © SHEETHAL JAIN.

En juillet 2022, les portes du tribunal civil de Bangalore se sont ouvertes à un public restreint : 17 suspects, qui seraient liés à la secte nationaliste hindoue Sanatan Sanstha et à d'autres groupes de droite, devaient être jugés pour le meurtre de Lankesh.

Les journalistes et les avocats qui se sont entretenus avec Forbidden Stories ont décrit une enquête exceptionnellement bien menée – chose rare dans un pays où l'impunité pour les crimes contre la presse est parmi les plus élevées au monde. Le groupe de tueurs, ressort-il du dossier de 10.000 pages, faisait partie d'un « syndicat du crime organisé » opérant dans les Etats du sud de l'Inde et qui aurait déjà commis plusieurs attentats à la bombe.

Amol Kale, le cerveau présumé du meurtre, aurait sélectionné des militants de droite lors de rassemblements religieux et les aurait entraînés à devenir des tueurs. Un dénommé Parashuram Waghmare est désigné comme celui qui a appuyé sur la gâchette.

Une vidéo tronquée

Un journaliste proche du dossier, qui a préféré rester anonyme, estime que le récit populaire selon lequel Lankesh était anti-hindoue a été renforcé par les médias et a joué un rôle clé dans son assassinat : « Ils ont ciblé Gauri en fonction de la façon dont elle était perçue. »

Selon des sources policières locales, la vidéo dans laquelle on voyait Lankesh questionner publiquement les racines de l'hindouisme a été retrouvée sur l'or-

dinateur de Kale et a été largement diffusée au sein de groupes d'extrême droite, dressant le portrait d'une journaliste anti-hindoue bien avant que le plan de son assassinat ne soit échafaudé.

En avril 2019 – sa dernière trace avant qu'elle soit retirée de YouTube –, la version la plus populaire de la vidéo comptait plus de 250.000 vues et des centaines de commentaires. De plus, le contenu de cette vidéo a été tronqué, a constaté Forbidden Stories. Selon KL Ashok, qui a coordonné l'événement où Lankesh a pris la parole, le discours de celle-ci n'était en rien une attaque contre l'hindouisme. « N'a été conservée que la partie où elle dit que la religion hindoue n'a pas de père ou de mère, l'intention était en réalité de mettre en évidence la pluralité de la religion. »

Suspectée d'avoir, par sa prise de parole, « perturbé l'harmonie communautaire », Lankesh avait été citée à comparaître devant un tribunal dix jours après son assassinat. Elle n'aura jamais l'occasion de s'en expliquer.

ABONNÉS



Retrouvez sur lesoir.be le récit du décès de la journaliste Gauri Lankesh et de la genèse de l'enquête « Story Killers » dans son intégralité.



Team Jorge a accepté de propager le hashtag « #RIP_Emanuel », du nom de cet émeu devenu star d'internet à l'été 2022. © TWITTER.